



François Hollande à la rencontre du monde

14 mai 2012

Noëlle Lenoir a écrit une tribune pour Project Syndicate: "François Hollande meets the world", ici publiée dans le quotidien marocain "Le Matin". "Project Syndicate" rassemble un contenu éditorial original et gratuit rédigé par des personnalités reconnues du monde universitaire, de la politique internationale et de la finance dans le monde entier. Les éditoriaux sont traduits dans plusieurs langues, dont le français, et publiés dans différents journaux de la planète.

Noëlle Lenoir, ancienne ministre des Affaires européennes, a été la première femme nommée membre du Conseil constitutionnel français. Elle préside le Cercle des Européens, un groupe de réflexion européen, et est associée du bureau de Paris du cabinet Kramer, Levin, Naftalis et Frankel.

A un journaliste qui lui demandait quelle langue il comptait employer lorsqu'il rencontrerait le président américain Barack Obama pour la première fois, François Hollande, fraîchement élu à la présidence française, eut une réponse révélatrice. «Je parle plus couramment l'anglais que l'ancien président», a précisé le dirigeant socialiste, se référant au président sortant Nicolas Sarkozy. «Mais un président français se doit de parler français !»

En proclamant sa maîtrise de la lingua franca des affaires mondiales, Hollande s'affirmait

comme un chef d'État moderne, tout en suggérant que la France resterait aussi influente que possible sur la scène internationale. Il proclamait en fait son engagement en faveur de l'internationalisme et du multilatéralisme. Il laissait entendre que pour continuer à jouer dans la cour des grands au plan diplomatique, il était plus dans l'intérêt de la France d'agir par le biais des organisations internationales que de compter sur les relations bilatérales.

Hollande est aussi conscient du fait que, pour des raisons historiques et culturelles, le rôle international de la France doit être différent de celui d'autres pays. Dans son livre *Changer de destin*, publié en février, il affirme que le message porté par la France continuera à être un message universel – une position qui évoque la naissance de la République française en 1789, et qui comme les Etats-Unis, incarnait à l'origine le triomphe de la liberté et de la démocratie.

Mais alors qu'il ne l'est pas pour les Français, le mot « socialiste » est péjoratif pour la majorité des Américains. Son appartenance politique ne devrait pourtant pas présenter un handicap pour François Hollande, qui, comme en tant que nouveau dirigeant sans expérience de politique étrangère, devra avant tout prouver ses capacités par le biais de ses actions. Et à ce sujet, Obama, en particulier, comprendra que Hollande n'a aucune intention d'introduire des changements majeurs. Son intention sera au contraire d'apparaître comme un partenaire fiable et prévisible.

Il est peu probable que Hollande se montre moins amical envers les Etats-Unis que ne l'était Sarkozy, considéré par beaucoup comme le président français le plus proaméricain. Hollande a soutenu l'intervention militaire en Libye en 2011, et s'est joint à la condamnation du régime du président syrien Bachar El-Assad. L'un de ses proches alliés politiques a récemment déclaré que si le Conseil de sécurité des Nations unies approuvait une intervention militaire en Syrie, la France « pourrait envisager » d'y participer.

Hollande est également partisan d'une position ferme à l'égard de l'Iran, et concernant le conflit israélo-palestinien, son livre indique qu'il souscrit aux « paramètres Clinton » - la solution de deux États avec des frontières sûres et un statut pour Jérusalem acceptable par les deux parties. Pour ce qui est des relations entre la France et le monde arabe, il ne fait aucun doute que Hollande se rallie à la dynamique de réconciliation prônée par Obama lors de son discours au Caire en 2009.

Dernier point, mais non le moindre, Hollande ne reviendra probablement pas sur le retour de la France dans le commandement milliaire intégré de l'Otan, décidé par Sarkozy en 2009. Ce choix reste controversé en France, y compris chez les socialistes, mais Hollande est bien conscient de la faiblesse d'une politique de défense européenne qui ne peut simplement pas concurrencer l'Otan.

Il n'en reste pas moins que Hollande confirmera, lors du sommet de l'Otan qui se tiendra à Chicago à la fin mai, son engagement en faveur d'un retrait anticipé des troupes combattantes françaises d'Afghanistan à la fin 2012, deux ans avant le calendrier de retrait de l'Otan (bien qu'il reconnaisse la nécessité de négocier les détails pratiques). Ce sommet sera un test important de la capacité de Hollande à traiter efficacement avec les alliés.

Le second test de sa capacité à négocier avec d'autres dirigeants se fera en Europe même. L'une des propositions les plus ambitieuses de son programme électoral était sa volonté de

renégocier le nouveau «pacte budgétaire» de l'Union européenne, approuvé par tous les États membres, à l'exception du Royaume-Uni et de la République tchèque. A l'initiative de la chancelière allemande Angela Merkel, l'approbation du pacte était la condition préalable à la participation de l'Allemagne au plan de sauvetage financier de la Grèce et d'autres pays en difficulté de la zone euro.

La proposition de Hollande a, dans un premier temps, été perçue comme un délit de lèse-majesté envers l'Allemagne. Mais aujourd'hui, tous les dirigeants européens – de Mario Monti en Italie à Mariano Rajoy en Espagne et Elio di Rupo en Belgique – conviennent de la nécessité de relancer l'économie européenne. Mario Draghi, le président de la Banque centrale européenne, José Manuel Barroso, le président de la Commission européenne, Herman Van Rompuy, le président du Conseil européen et même Angela Merkel se sont ralliés à ce mouvement.

Merkel et Hollande débattront de cette question fondamentale – comment stimuler la croissance économique sans encourir plus de dettes publiques – le 15 mai à Berlin. Même si la chancelière allemande est opposée à la proposition de Hollande de créer des euro-obligations pour financer de grands projets industriels, ils ne peuvent ni l'un, ni l'autre se permettre de perdre du temps pour rassurer des marchés nerveux en leur envoyant un message de cohésion. Merkel a déjà accepté les mesures de croissance pour l'Europe avancées par Hollande. Il devra, lui aussi, faire des concessions.

Pour les Français, comme pour tous les Européens, l'Union européenne n'est pas une entité étrangère et ses décisions sont partie intégrante des politiques intérieures nationales. En ce sens, Hollande a toutes les chances de s'imposer sur la scène internationale comme un dirigeant véritablement pro-européen. Seule une Europe forte peut garantir des échanges commerciaux équitables avec les pays émergents, et avec la Chine en particulier. Seule une Europe forte pourra enfin appliquer le principe de réciprocité de façon à protéger les entreprises européennes et les empêcher de délocaliser, la cause principale du chômage dans l'Union.

Lors d'une interview récente, Hollande déclarait que «La France n'est pas n'importe quel pays d'Europe et son président n'est pas n'importe quel chef d'État du monde». Les Français sont ravis de l'apprendre. Mais cette déclaration représente également le principal défi que devra relever Hollande : s'assurer qu'elle reste vraie dans le contexte de la mondialisation au XXI^e siècle.

*Noëlle Lenoir pour [Project Syndicate](#)^[1]
Traduit de l'anglais par Julia Gallin*

Voir l'article sur [Le Matin](#) ^[2]

Source URL: <http://ceuropeens.org/article/francois-hollande-la-rencontre-du-monde>

Links:

[1] <http://www.project-syndicate.org/>

[2] http://www.lematin.ma/journal/Apres-son-election-a-la-presidence-en-France_Francois-Hollande-a-la-rencontre-du-monde/166465.html